



Contributions supplémentaires du Ministère d'État

Les dispositions relatives à la responsabilité pénale des membres du Gouvernement, contenues dans la proposition de révision des chapitres I^{er}, II, III, V, VII, VIII, IX, X, XI et XII de la Constitution (PPR 7700), ont été adoptées en premier vote constitutionnel le 25 janvier 2022. La demande d'organisation d'un référendum sur ladite proposition de référendum, initiée par un comité d'initiative, n'ayant pas aboutie, le second vote constitutionnel est supposé intervenir en printemps 2022.

L'article 83, paragraphe 3 et paragraphe 4 de la proposition de révision consacre un nouveau régime de responsabilité pénale des membres du Gouvernement qui est libellé comme suit :

« (3) Les membres du Gouvernement sont pénalement responsables des actes commis par eux dans l'exercice de leur fonction.

Seul le ministère public peut intenter et diriger les poursuites à l'encontre d'un membre du Gouvernement pour ces actes, même après cessation de sa fonction.

(4) Sauf le cas de flagrant délit, toute arrestation d'un membre du Gouvernement nécessite l'autorisation préalable de la Chambre des Députés. Cette autorisation n'est pas requise pour l'exécution des peines, même celles privatives de liberté, prononcées à l'encontre d'un membre du Gouvernement. »

En effet, le nouveau dispositif met fin tant au privilège de poursuite attribué jusqu'ici au seul Parlement, qu'au privilège de juridiction qui fût attribué à une sorte de « haute Cour » spécialement composée pour juger les faits commis par un membre du Gouvernement.

Partant, tant la poursuite que le jugement des membres du Gouvernement pour les actes commis en relation avec leurs fonctions sont attribués aux seules autorités judiciaires. Pour protéger les membres du Gouvernement contre des procédures fallacieuses à visée surtout politique, l'initiative de la poursuite pénale est cependant réservée au Parquet (ministère public). Grâce à son autonomie par rapport au pouvoir exécutif, le Parquet sera en mesure d'évaluer l'opportunité des poursuites à l'égard des membres du Gouvernement mis en cause fût-ce par des faits lui rapportés ou transmis par des particuliers. L'abandon pur et simple du privilège de juridiction, initialement prévu par les auteurs de la proposition de révision, aura pour conséquence que la responsabilité pénale des membres du Gouvernement sera désormais engagée devant les juridictions ordinaires de droit commun, et ce faute d'une disposition expresse en sens contraire stipulée dans le texte constitutionnel.